

17 000 jeunes jugés chaque année pour crimes de sang

Expansion alarmante de la délinquance des mineurs

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3722 - Ven 20 - Sam 21 novembre 2015 - Prix : 10 DA

Pour aider les jeunes entrepreneurs algériens

Le FCE s'engage à créer un fonds d'investissement

Page 4

Feuille de route du ministre du Commerce

Les importations frauduleuses dans le viseur

Page 2

Arguties occidentales

Par Mohamed Habili

Les Etats-Unis ont détruit l'Irak, après l'avoir envahi en 2003, un pays qui à ce moment ne les menaçait en rien. Et les Occidentaux ont fait la même chose en 2011 en s'attaquant au régime libyen qui n'était en guerre contre eux d'aucune façon. Deux agressions du même genre, ressortant à la même pulsion impérialiste, à quelques années d'intervalle l'une de l'autre, et qui servent aujourd'hui de contre-exemple aux puissances occidentales pour ne pas envoyer des troupes faire la guerre au sol contre l'Etat islamique. La responsabilité des Etats-Unis est entière dans la situation actuelle de l'Irak, et celle de la France et de la Grande-Bretagne l'est tout autant dans l'espèce de non-Etat qu'est devenue la Libye, ce qui d'ailleurs ne veut pas dire que les Etats-Unis n'y sont pour rien. Sans les moyens qu'ils avaient mis à la disposition de l'aviation des membres de l'Otan, ceux-ci auraient été dans l'incapacité matérielle de renverser Kaddafi, le but recherché dès le départ sinon déclaré. Au moment où commençait la destruction de l'Etat libyen, il n'y avait quasiment personne pour croire que la destruction de l'Etat irakien, survenue huit ans plus tôt, était quelque chose dont les Américains étaient en droit de se féliciter. Mais dès lors que les circonstances permettaient de détruire un autre Etat arabe, l'atavisme impérialiste propre aux Occidentaux, sous l'avatar du droit d'ingérence humanitaire, a vite pris le dessus sur toute autre considération.

Suite en page 3

Fusillade et prise d'otages dans un hôtel

Attaque terroriste à Bamako



Le Mali qui peine à appliquer l'accord de paix a été, hier, le théâtre d'une prise d'otages à l'hôtel Radisson utilisé par de nombreux étrangers dont des Algériens, Français, Chinois, Turcs, Indiens et probablement d'autres nationalités. 80 otages ont été libérés et trois personnes décédées, selon un premier bilan. Lire page 3

Salon Hassi-Messaoud Expo

Plus de 7 000 visiteurs et plusieurs accords de partenariat

Page 5

7^{es} Journées du théâtre du Sud

«Illusions emprisonnées», une immersion dans le malaise de la jeunesse

Page 13

17 000 jeunes jugés chaque année pour crimes de sang

Expansion alarmante de la délinquance des mineurs

■ Les chiffres rendus publics jeudi par le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem), le professeur Mustapha Khiati, donnent froid dans le dos du fait qu'ils étalent au grand jour la réalité d'un phénomène, il n'y a pas longtemps, étranger à nos us et coutumes. Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le président de la Forem évoque le nombre grandissant des enfants dont l'âge varie de 13 à 18 ans, qui sont impliqués dans des affaires de délinquance. «Il y a de plus en plus de mineurs qui sont impliqués dans des crimes de sang», déclare-t-il.

Par Meriem Benchaouia

La délinquance juvénile qui va crescendo, constitue une des formes de déviance les plus visibles et les plus dangereuses sur le développement des jeunes. En effet, l'un des plus vieux maux de la société, a pris des proportions alarmantes ces dernières années au gré de la disponibilité de ses facteurs générateurs, notamment ceux d'ordre social. Ce fléau qui n'épargne point notre pays, a vu ses surfaces d'intervention s'élargir pour contaminer des pans entiers de ce qu'il y a de plus sensible dans toute société, jusque-là insoupçonnés, la frange des mineurs, en témoignent les faits rapportés par les services compétents qui illustrent à eux seuls l'ampleur de ce fléau. Et les chiffres rendus publics jeudi par le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem), le professeur Mustapha Khiati, donnent froid dans le dos du fait qu'ils étalent au grand jour la réalité d'un phénomène, il n'y a pas longtemps, étranger à nos us et coutumes. Intervenant sur les

ondes de la Radio nationale, le président de la Forem évoque le nombre grandissant des enfants dont l'âge varie de 13 à 18 ans, qui sont impliqués dans des affaires de délinquance. «Il y a de plus en plus de mineurs qui sont impliqués dans des crimes de sang», déclare-t-il. Il avance même le chiffre de 17 000 jeunes qui sont, chaque année, présentés devant la justice, parfois pour crime de sang. Selon lui, ces jeunes sont impliqués essentiellement dans des affaires de kidnapping, viols, assassinats et exploitation par des réseaux de mendicité. «11 000 enfants sont utilisés dans la mendicité en Algérie», a-t-il révélé. Mustapha Khiati a également déploré l'absence d'une stratégie permanente pour les contrer et les traiter. «Les actes dans lesquels les enfants sont, soit des victimes, soit des auteurs de violence, sont dus à la démission de la société, mais également à l'absence d'une stratégie permanente pour les contrer et les traiter», a-t-il expliqué. Il met en garde, dans ce sens, contre les «cités ghettos» qui sont «les réservoirs des violences à venir». L'Etat, dit-il, doit créer plus d'espace de vie pour les citoyens, et



plus particulièrement pour les enfants qui ont besoin de s'exprimer à travers le jeu et le sport. Il estime qu'il ne faut plus construire des cités-dortoirs et recommande l'aménagement d'espaces et d'aires de jeux dans toutes les cités d'Algérie. Des origines de ces situations, le représentant de la Forem les impute à la période sanglante qui a endeuillé l'Algérie

durant les années 90, «les traumatismes psychologiques n'ayant pas été traités au plan psychologique», mais aussi, souligne-t-il, aux piètres conditions de vie dans lesquelles évoluent nombre d'enfants et leurs parents. Il tient, à cet effet, à alerter sur la multiplication des constructions de «cités ghettos» qui sont, dit-il, «les réservoirs des violences à venir». Il

signale, à l'initiative de ce ministère, la création prochaine d'un délégué et d'une institution à l'enfance dans chaque wilaya, dont le rôle, précise-t-il, consistera à coordonner les actions de tous les intervenants chargés de prévenir et de lutter contre les agressions commises envers cette partie de la population. **M. B.**

Feuille de route du ministre du Commerce

Les importations frauduleuses dans le viseur

Le département du commerce renforce la synergie avec les deux directions générales des douanes (DGD) et des Impôts (DGI) dont la finalité est l'assainissement du commerce extérieur et la sphère commerciale en luttant contre toute forme de fraude. Le phénomène de la fraude a malheureusement gagné du terrain ces dernières années dans notre pays. Au vu des failles du système de contrôle mis en place, il est temps de mettre en œuvre des mesures urgentes et opérationnelles à l'effet d'endiguer ce phénomène et d'atténuer ses effets sur l'économie, notamment sur le maintien des équilibres sur le commerce interne et externe. Depuis le temps qu'on parlait des importations frauduleuses, ce n'est que dernièrement que les choses ont commencé à bouger au niveau du ministère du Commerce qui a pris au sérieux la gravité de ce phénomène. Le Département de Bakhti Belaïb est en train de consolider la coopération entre les trois piliers de contrôle (commerce, impôts, douanes) pour intensifier la lutte et le contrôle sur les importations frauduleuses, un phénomène jugé portant un grand préjudice à l'économie nationale.

Ainsi, deux accords de coopération dans le cadre de la coordination intersectorielle pour la lutte contre la fraude ont été signés jeudi passé par le ministre du Commerce Bakhti Belaïb, et des directeurs généraux de la DGD et de la DGI, respectivement, Kaddour Bentahar et



Abderrahmane Raouia. Le principal objectif de cette coopération porte sur la consolidation de la relation entre les trois organes de contrôle (commerce, impôts, douanes), précise un communiqué du ministère du Commerce. La protection de l'économie nationale, à la protection de la santé et de la sécurité du consommateur, à la répression des fraudes (lutte contre les pratiques commerciales illicites notamment) et aux échanges d'informations relatives au commerce extérieur dont les importations essentiellement sont ainsi les principaux objectifs de l'actuel

ministère du Commerce.

Avant de passer à cet accord, une brigade centrale mixte avait été installée lundi dernier par le ministre du Commerce pour une enquête nationale approfondie au niveau des ports, ports secs, aéroports, postes terrestres et entrepôts sous douanes pour s'enquérir du devenir des cargaisons bloquées définitivement dans les principaux ports de commerce depuis le 1^{er} janvier 2015 à ce jour. Cette action a été suivie par l'installation d'un autre groupe de travail chargé d'étudier l'opportunité des mesures proposées par le ministère

du Commerce en matière de contrôle de la conformité des produits importés.

La démarche proposée par ce département ministériel repose sur un ensemble de dispositions et mesures qui peuvent être ajoutées à la procédure de contrôle en vigueur, et ce, au niveau des postes frontaliers afin de renforcer le dispositif existant. L'objectif de cette mesure, qui fait suite à des instructions du Premier ministre, est de rationaliser les importations et de mieux contrôler les transferts de marchandises.

Les efforts des pouvoirs publics pour lutter contre la fraude s'intensifient. Suite à une recrudescence accrue des actes de fraude ils ont décidé de renforcer le dispositif de sécurité et de contrôle afin de protéger l'économie nationale et s'assurer que l'argent de l'Etat est utilisé de la meilleure manière possible. Le phénomène de fraude constitue ainsi une source de préoccupation sérieuse pour les pouvoirs publics, au vu des préjudices appréciables portés à l'économie nationale qu'il faut contrecarrer. Le Département du commerce à, alors, été chargé de veiller au renforcement du contrôle du commerce extérieur, pour prévenir toute forme d'importation frauduleuse.

Les pouvoirs publics veulent dans ce sens déployer tous les moyens nécessaires de répression et de contrôle afin de supprimer ce problème souvent encouragé par l'absence totale de surveillance.

Louiza Ait Ramdane

Fusillade et prise d'otages dans un hôtel

Attaque terroriste à Bamako

■ Le Mali qui peine à appliquer l'accord de paix a été, hier, le théâtre d'une prise d'otages à l'hôtel Radisson utilisé par de nombreux étrangers dont des Algériens, Français, Chinois, Turcs, Indiens et probablement d'autres nationalités. 80 otages ont été libérés et trois personnes décédées, selon un premier bilan.

Par Nacera Chennai

Une attaque terroriste a visé hier matin l'hôtel Radisson de Bamako, au Mali. Selon les premières informations diffusées et publiées par des médias français, au moins 170 personnes dont de nombreux étrangers sont retenus en otages par les assaillants qui seraient au nombre de deux, alors que d'autres agences parlent d'un nombre plus important. A ce propos, *Le Parisien* rapporte qu'une fusillade aurait fait plusieurs morts et affirme que cet hôtel est fréquenté par un nombre important de Français. D'autres sources médiatiques parlent de 20 Indiens, des Chinois et six Turcs au côté des Français qui sont pris en otages en attendant plus de précisions. Selon la télévision publique malienne, 80 otages ont été libérés, dont 30 par les forces maliennes et d'autres ont réussi à se sauver. Un assaut a été opéré par des forces spéciales maliennes et des forces combinées de la Mission des Nations unies au Mali «Minusma». Pour sa part, le groupe Rezidor, propriétaire du Radisson, communique les chiffres dont il dispose : 138 personnes seraient toujours rete-



P.V.D. R.

nues en otages, dont 125 clients et 13 membres du personnel. Certains analystes et observateurs lient cette attaque de Bamako à ce qui s'est passé à

Paris puisque celle-ci intervient une semaine après le massacre de Paris qui a fait plus de 100 morts et des responsables français n'avaient pas écarté que la

France sera ciblée aussi à l'extérieur. La prise d'otages à l'hôtel de Bamako intervient aussi après l'élimination de ce qui est présenté comme le «cerveau» présumé des attentats du vendredi 13 novembre à Paris, Abdelhamid Abaaoud, mercredi 18 novembre, lors de l'assaut des forces de police. A ce propos, le quotidien français *Le Monde* avait rapporté que le corps du terroriste belge a été «formellement identifié», citant le parquet en charge de l'enquête.

Le président français s'est exprimé sur cette prise d'otages en affirmant que «la France fera en sorte, avec ses moyens sur place, d'obtenir la libération des otages au Mali». François Hollande a appelé les ressortissants français à prendre leurs précautions : «Je demande aux ressortissants français de prendre toutes leurs précautions dans les pays sensibles, il ne faut pas que la vie s'arrête et leur développement s'arrête car ils ont besoin de nous». Selon *Le Monde*, il est annoncé le départ de 40 hommes du GIGN et 10 hommes de l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale vers Bamako. **N. C.**

Bouteflika ordonne la mise en place d'une cellule de crise

Sept otages algériens libérés

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramatane Lamamra, a déclaré hier qu'une délégation officielle algérienne, hébergée à l'hôtel Radisson à Bamako (Mali), prise en otage hier matin par un groupe d'assaillants, a été libérée et ses six cadres de l'État sont sains et saufs. Il a ajouté qu'un septième ressortissant algérien, cadre dans une entreprise française, a été également exfiltré lors de cet assaut. Selon le chef de la diplomatie algérienne, «cette délégation, composée de hauts cadres de l'État, membres d'une délégation officielle qui séjournait à Bamako, était dans cet hôtel au moment de l'attaque terroriste». Il a souligné que cette libération est intervenue grâce à l'action des forces combinées de la Mission

des Nations unies au Mali (Minusma) et des forces armées maliennes. Suite à cette attaque, le Président Bouteflika suit l'évolution de la situation à Bamako, selon un communiqué de MAE algérien. «Dès l'annonce de l'attaque terroriste et de la prise d'otages à l'hôtel Radisson de Bamako, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui suit d'heure en heure l'évolution de la situation, a demandé la mise en place immédiate d'une cellule de crise au niveau du ministère des Affaires étrangères afin de recueillir l'ensemble des informations sur cette attaque et ses implications», précise la même source. Il est indiqué aussi que «la cellule de crise suit de près l'évolution de la situation en coordination avec les autres institutions de l'État. En contact permanent avec l'ambassade

d'Algérie à Bamako, elle tient informées les hautes autorités de l'État sur les développements de cette attaque terroriste». Dans ce cadre, le MAE conclut que «la cellule de crise du MAE peut être contactée au numéro suivant : 021.50.45.00». D'autre part, Lamamra a indiqué que, dès l'annonce de la prise d'otages, il était en «contact permanent» avec son homologue malien, Abdoulaye Diop ainsi qu'avec le chef de la Minusma, le Tunisien Mongi Hamdi, pour s'enquérir de la situation de la délégation algérienne et réaffirmer le «soutien et la solidarité totale» de l'Algérie au Mali. Il a également réitéré à ses interlocuteurs la «ferme condamnation» de l'Algérie de «tout acte terroriste en tout lieu et en toutes circonstances». **N. C.**

Après les attentats meurtriers de Paris

La France maintiendra si «nécessaire» le contrôle à ses frontières

La France maintiendra le contrôle à ses frontières, rétabli il y a une semaine «aussi longtemps que la menace terroriste le nécessitera», a annoncé vendredi le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. «La France maintiendra le contrôle aux frontières qu'elle a rétabli vendredi dernier aussi longtemps que la menace terroriste le nécessitera», a expliqué M. Cazeneuve lors d'une conférence de presse à l'occasion d'une réunion extraordinaire des ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'Union européenne une semaine après les attentats

meurtriers de Paris. La France avait rétabli exceptionnellement le contrôle à ses frontières vendredi 13 novembre, quelques heures avant les attentats, dans le cadre d'une série de mesures visant à renforcer la sécurité en amont de la conférence internationale sur le climat, la COP21, qui débute le 30 novembre à Paris. Cette mesure est en contradiction avec le principe de libre circulation au sein de l'espace Schengen, mais les règles européennes prévoient des situations exceptionnelles dans lesquelles le contrôle peut être rétabli. **R. I.**



LA QUESTION DU JOUR

Arguties occidentales

suite de la page Une

Une occasion se présentait d'en finir avec la souveraineté d'un pays arabe, qui pourrait ne pas se représenter, l'erreur ce serait précisément de s'interdire d'intervenir dans ses affaires intérieures, de la laisser passer sans l'avoir poussée à ses ultimes conséquences. Aussi graves et indésirables que puissent être ces dernières, on pourrait toujours faire valoir que du moins la Libye était débarrassée d'une affreuse dictature, et que ce grand œuvre ne pouvait tout de même pas s'obtenir sans quelques sacrifices à consentir par les Libyens. Mais on ne les voit guère aujourd'hui faire montre d'une hâte comparable à assumer les conséquences de leurs actes. Au contraire, ils soutiennent que du moment que c'était une erreur d'intervenir tant en Irak qu'en Libye, c'en serait une autre, plus désastreuse encore, d'entrer dans une véritable guerre contre l'Etat islamique. De tous les leaders occidentaux, c'est Barack Obama, c'est-à-dire le plus influent d'entre eux, qui s'en tient le plus fermement à cette position. Sa mission dans l'histoire récente des Etats-Unis, c'est de faire rentrer les boys au bercail, c'est en partie sur ce programme qu'il a été par deux fois élu, ce n'est pas de les renvoyer se battre là d'où il s'est engagé à les retirer. S'il était déjà en 2003 contre l'intervention en Irak, n'est-ce pas qu'il serait tout à fait incohérent avec lui-même s'il faisait à son tour la même chose à présent ? Il ne se dit pas que l'occupation d'une partie de l'Irak, et de la Syrie, par Daech étant la plus importante des conséquences de l'agression gratuite de 2003, son devoir de président américain est de réparer pour l'essentiel la faute commise par son prédécesseur, et ce, en envoyant des troupes libérer l'Irak. Barack Obama serait tout à fait dans son droit de ne pas vouloir que son armée foule le sol irakien pour en chasser Daech si son pays n'était en rien responsable de l'apparition de celui-ci. Certes, les Etats-Unis sont loin de se laver les mains de ce qui se passe tant en Irak qu'en Syrie, ils mènent des opérations aériennes contre Daech dans les deux pays. Ils ont mis sur pied une coalition formée de dizaines de pays. On ne peut pas nier qu'ils soient en guerre contre Daech. Mais ils se gardent bien de faire en cela preuve du même empressément qu'en 2003 et 2011, quand il s'était agi d'abattre deux dictatures arabes. **M. H.**

Installation d'une commission multisectorielle Examen de la forme finale de la Grande Mosquée d'Alger

UNE COMMISSION

multisectorielle, composée de représentants des ministères de l'Habitat, des Affaires religieuses et de la Culture, a été installée jeudi à Alger, pour examiner tous les détails inhérents à la forme finale que devra prendre la Grande Mosquée d'Alger, appelée à devenir l'une des plus grandes mosquées au monde. La commission pluridisciplinaire devra choisir les matériaux de construction nécessaires à la réalisation de la mosquée et ses différentes structures, de manière à refléter l'identité nationale et à garantir une qualité supérieure de réalisation, a indiqué le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion d'installation de la commission. La commission aura également à élaborer un cahier de charges «détaillé» pour toutes les opérations de décoration, d'ornementation, de sculpture et de revêtement des sols, des murs et des piliers de cet édifice qui sera construit avec des matériaux produits localement. Les ministères de l'Habitat et des Affaires religieuses avaient installé en mai dernier une commission conjointe, chargée de choisir les versets coraniques et les hadiths qui orneront cet édifice religieux, en tenant compte du cachet architectural algérien et de l'identité nationale dans toutes ses dimensions. Ladite commission avait soumis récemment les résultats de son travail au président de la République pour approbation. «La réalisation de la Grande Mosquée d'Alger amorce une nouvelle étape, où il sera question de faire des choix aussi difficiles que minuscules qui ne se limitent pas uniquement à l'aspect technique, mais concernent la dimension civilisationnelle à conférer à cet édifice religieux», a indiqué le ministre, soulignant, à cet effet, «l'impératif de consulter des responsables des secteurs des Affaires religieuses et de la Culture». «Tous les travaux de miniatures et de décoration seront confiés à des artisans algériens, mais en cas de besoin il sera fait appel aux spécialistes étrangers», a-t-il soutenu. «Des négociations sont en cours avec l'entreprise China State Construction Engineering Corporation LTD (CSCEC) afin que cette dernière puisse, une fois le projet réceptionné, rester une année de plus en Algérie pour former des techniciens algériens», a assuré le ministre. Pour sa part, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a affirmé que «par ses choix techniques, la commission fera de la Mosquée d'Alger, un édifice religieux qui symbolise l'Algérie indépendante et consacre l'identité de la société algérienne dans ses dimensions arabe et amazighe».

Jamil Y.

Pour aider les jeunes entrepreneurs algériens

Le FCE s'engage à créer un fonds d'investissement

«Nous allons créer prochainement un fonds d'investissement pour aider les jeunes entrepreneurs manquant de moyens financiers», a déclaré le responsable de la délégation du Forum des chefs d'entreprises.



Par Thinhinene Khouchi

En marge de l'ouverture, au Centre des conventions d'Oran (CCO), du Salon «Talent et emploi, Grand Ouest 2015», Abdelhalim Ghaouti a déclaré que pour aider les jeunes entrepreneurs ayant des idées et manquant de moyens financiers pour démarrer leurs projets et étendre leurs activités, un fonds d'investissement sera prochainement créé par le Forum des chefs d'entreprises. «Nous allons créer un fonds d'investissement pour aider les jeunes entrepreneurs ayant des idées et manquant de moyens financiers pour démarrer leurs projets et étendre leurs activités. Il suffit d'avoir de bonnes idées et de l'innovation», a souligné ce responsable de la délégation du Forum des chefs

d'entreprises (FCE) à Oran. Il a indiqué au sujet de la participation à ce salon, que le FCE contribue sur deux volets : le premier est celui de récolter les demandes d'emploi de jeunes diplômés pour les transmettre aux chefs d'entreprises adhérents au FCE, dans la perspective d'un recrutement le plus vite possible. Concernant le deuxième volet, il a indiqué que le FCE a créé «JIL FCE», un espace fédérateur au profit des jeunes faisant preuve d'audace, de créativité, d'énergie, de talent et de détermination, dans le but d'encourager les porteurs de projets de création d'entreprises. Il ajoutera que dans le cadre de JIL FCE, il y a déjà un noyau mis en place et un président au niveau national. «A l'avenir, nous allons avoir des délégués régio-

naux de JIL FCE qui auront la tâche de prendre en charge les jeunes», ajoute le responsable de la délégation du Forum des chefs d'entreprises (FCE). D'autre part, M. Ghaouti a fait savoir que le bureau d'Oran du FCE compte, depuis son ouverture en septembre dernier, 50 membres parmi des patrons et chefs d'entreprises et plus d'une centaine d'entreprises très importantes dans la région dans divers créneaux, dont le tourisme et l'agroalimentaire. Sur le plan national, ce responsable affirme que cette organisation patronale dénombre plus de 600 membres et plus de 1 000 entreprises.

Initié conjointement par le site de recrutement par internet employtic.com et l'agence de conseil en communication et

marketing The Graduate, ce salon a pour objectif la valorisation des talents algériens. Ses initiateurs le définissent comme un baromètre de référence du marché algérien des compétences, de plus en plus dynamique. Des banques, des groupes d'assurances, des grandes surfaces, des entreprises versées dans l'agroalimentaire, le bâtiment, participent à ce salon, de même que des écoles de formation dont celle de l'hôtellerie et restauration d'Alger et l'Ecole supérieure algérienne des affaires.

Rappelons, que plus d'une quarantaine d'entreprises participent à la 12^e édition du Salon «Talent et emploi Grand Ouest 2015», organisé du 19 au 21 novembre.

T. K.

La journée des droits de l'enfant célébrée à Béjaïa

Un riche programme organisé par la police

La Journée internationale des droits de l'enfant, qui coïncide avec le 20 novembre de chaque année (instituée en 1989 suite à la signature par 1 991 pays dont l'Algérie de la Convention des droits de l'enfant) est célébrée cette année par la sûreté de wilaya à travers un programme très riche au profit de plusieurs catégories d'enfants. Ce programme s'est caractérisé par des activités culturelles, sportives et de sensibilisation en rapport à la sécurité routière, en collaboration avec ses partenaires dont l'association Tarik Essalama, les scouts, des établissements scolaires, etc. «Il entre dans le cadre des campagnes qu'organise la direction générale de la Sûreté nationale et qui visent à rendre plus effective la politique de la police de proximité», souligne-t-on. Il y a eu d'abord la visite organisée par le service des activités sociales, de santé et du sport de la sûreté de wilaya au service de pédiatrie de l'hôpital Khéllil-Amrane et au centre de l'enfance assistée. Une visite appuyée par la distribution de jouets et de confiseries aux enfants des deux centres. Un cadre de la

sûreté a participé dans le même sillage à une émission dont le thème portait sur la violence faite aux enfants où l'on a débattu sur les causes à l'origine de ces actes et les conséquences physiques, mentales, psychologiques et sociales engendrées aux enfants victimes de brutalités. «Il s'agissait surtout de mettre en avant les efforts que consentent les services de police pour mettre fin aux diverses violences faites aux enfants», avance-t-on. Jeudi passé, la brigade de protection des mineurs de la police judiciaire de la sûreté de wilaya a organisé, avec le mouvement associatif et des établissements scolaires, des portes ouvertes sur les missions de protection des mineurs de la drogue, un exposé de photographies sur les différentes drogues et leurs effets sur la santé de l'individu au niveau du centre de l'enfance assistée de Tichy. Lors de cette rencontre, une communication ayant pour thème «la protection de l'enfance des fléaux sociaux et le rôle précieux joué par la sûreté nationale» sera donnée. La sûreté de wilaya a, rappelons-le, célébré la Journée internationale des vic-

times des accidents de la route qui coïncide avec le 16 novembre par une série d'activités avec ses partenaires les scouts et l'association Tarik Essalama. Un circuit de voitures de course (sport mécanique) a été organisé au profit d'un bon nombre d'enfants. Cette action a eu pour but d'inculquer aux enfants la culture de la citoyenneté en ce qui concerne la conduite. Le circuit a été animé au niveau de la place de la Cité Tobbal, près du siège de l'OPGI. Des affiches, autocollants et dépliants ont été distribués aux usagers au niveau des barrages, notamment celui des quatre chemins où les conducteurs ont été sensibilisés à rouler doucement et à respecter le code de la route pour éviter les accidents de la route et diminuer le nombre de victimes. Un programme a été tracé avec la direction de l'éducation sur la dispense de cours de sensibilisation sur la sécurité routière dans les établissements des trois paliers de l'éducation. Un programme a également été élaboré au niveau de toutes les sûretés de daïra de la wilaya.

H. Cherfa

Salon Hassi-Messaoud Expo

Plus de 7 000 visiteurs et plusieurs accords de partenariat

■ La 5^e édition du Salon international des fournisseurs des produits pétroliers et gaziers, qui a pris fin jeudi à Hassi-Messaoud, a enregistré plus de 7 000 visiteurs et la conclusion de plusieurs accords de partenariat, selon les organisateurs.

Par Souad L.

Dans une rencontre d'évaluation, le directeur de la société organisatrice, Petroleum industry Communication, Djaâfar Yacini, a qualifié cette édition du salon de «réussie», au plan de l'organisation et de la communication, au regard du nombre «relativement important» d'entreprises exposantes, plus d'une centaine de sociétés, nationales et étrangères (10 pays), ayant pris part à cette manifestation de trois jours (17-19 novembre). Pour certains participants, le salon a été «bénéfique» pour avoir conclu de nombreux accords de partenariat et avoir noué diverses relations d'affaires, a-t-il ajouté. «Nous sommes très satisfaits, sur divers plans, de l'organisation, à la participation et à l'affluence de visiteurs au salon», a soutenu M. Yacini, avant d'indiquer, en réponse à une question sur la faible participation de sociétés étrangères, comparativement aux précédentes éditions, que «l'annonce de son organisation, deux mois seulement avant



l'ouverture de la manifestation, n'a pas permis aux compagnies étrangères de s'y préparer». Le même responsable a annoncé, cependant, que l'organisation de cette manifestation «aura lieu dorénavant, chaque année, en novembre à Hassi Messaoud et en mars à Alger». Les représentants de plusieurs entreprises,

approchés par l'APS, se sont déclarés «satisfaits» de leur participation au salon, qui a été, pour eux, une expérience «enrichissante» dans leur domaine, soit de fournisseurs de produits et services liés à l'activité pétrolière et gazière. Des visiteurs du salon de Hassi-Messaoud, une ville qui a connu une large animation durant

ces trois derniers jours, n'ont pas manqué d'afficher, de leur côté, leur satisfaction de la tenue de ce rendez-vous économique leur ayant offert un cadre de rencontre et d'échange de connaissances et d'expériences avec divers acteurs et professionnels du secteur des hydrocarbures.

S. L./APS

Formation professionnelle

Le partenariat entre l'Algérie et la Banque mondiale examiné à Alger

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, a reçu jeudi à Alger, une délégation de la Banque mondiale (BM), conduite par la directrice du département Maghreb-Maltes auprès de la BM, Marie Nelly, avec laquelle il a examiné le partenariat entre l'Algérie et cette institution financière, indique un communiqué du ministère.

Les entretiens entre les deux parties ont porté sur une présentation du programme de la BM portant : «Education pour la compétitivité» et un échange de vues sur les voies et moyens permettant d'amorcer, avec cette banque, un partenariat dans le cadre de ce programme, ajoute la même source. Cette initiative de la BM a pour objectif, indique-t-on, d'aider les impliqués à améliorer la contribution de leur système de formation et d'enseignement à la croissance et à la compétitivité de leur économie dans une approche à long terme visant l'amélioration

du climat des affaires. Ce programme est articulé autour des dispositifs de formation et d'apprentissage pour l'emploi». Par ailleurs, lors de cette entrevue, le ministre a présenté les caractéristiques du système algérien de formation et d'enseignement professionnels au double plan qualitatif et quantitatif, en mettant en exergue les principaux axes du plan d'action du secteur pour la période 2015-2019, tout en soulignant l'orientation qui a été donnée de privilégier les modes de formation faisant intervenir l'entreprise dans l'acte pédagogique car cela favorise l'employabilité des apprentis. Il a également abordé les mesures en cours en matière de modernisation du système d'orientation et les passerelles à construire entre les trois segments du système éducatif, dans le cadre d'une approche «globale et cohérente» du système éducatif et d'enseignement, ajoute le communiqué. Le ministre a fait part, aussi, à la délégation de la BM des mesures prises

par son département, pour l'appui au renforcement des filières de formation professionnelle prioritaires dans un contexte de diversification de l'économie. Pour ces filières, les actions entreprises portent sur: l'accompagnement des entreprises à l'identification de leurs besoins en formation, la formation des formateurs, la révision des programmes et avec pour finalité la mise en place de centres d'excellence en relation avec les grandes firmes industrielles. Aussi, le programme à initier avec la BM «doit prendre en considération ces nouvelles orientations, en y incluant un appui pour l'amélioration des dispositifs d'orientation pour faire face au phénomène de déperdition scolaire et également un soutien méthodologique, pour la réalisation d'enquêtes de suivi de l'insertion des diplômés de la formation professionnelle, par la mise en place d'un système d'information statistique performant».

Ali O.

Sidérurgie/Jijel

Pose des premiers pieux du futur complexe de Bellara

Les cinq premiers pieux géants sur les 228 devant constituer l'ossature du laminoir du futur complexe sidérurgique de Bellara (Jijel) viennent d'être posés par l'entreprise italienne Daniela, chargée du projet, a-t-on appris jeudi, auprès des services de la wilaya. Tous les moyens nécessaires à la construction de ce grand ensemble industriel ont été mis en place, comme la base de vie, les réserves en eau, les

silos de ciment, les moyens de communication et autres, a ajouté la même source. D'un coût de 170 milliards de dinars, ce complexe, implanté sur une superficie de 216 hectares, produira, dans une première phase, deux millions de tonnes de produits sidérurgiques, avant de doubler sa production vers 2019. La production de l'usine qui doit générer quelque 1 500 emplois, servira à satisfaire les besoins natio-

naux «avec des perspectives d'exportation», ont souligné les services de la wilaya de Jijel. En août dernier, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, avait procédé à la mise en place, in situ, d'une équipe dirigeante chargée directement du suivi du projet de ce complexe sidérurgique. Un staff ayant pour mission principale la coordination de l'étape de construction de ce

projet industriel de grande importance. Le coup d'envoi de la réalisation du complexe dans lequel le groupe Sider est partenaire à 51 % avec le groupe qatari Qatar Steel, avait été donné en mars dernier par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et le président du Conseil des ministres et ministre de l'Intérieur de l'Etat du Qatar, Abdellah Ben Nacer Ben Khalifa Al-Thani.

T. S.

Eurozone

La BCE prête à agir pour relancer l'inflation «aussi vite que possible»

LA BANQUE centrale européenne (BCE) se tient prête à agir pour relancer l'inflation «aussi vite que possible», a déclaré hier son président Mario Draghi, ouvrant encore un peu plus la porte à une nouvelle intervention prochainement. «Si nous décidons que la trajectoire actuelle de notre politique n'est pas suffisante pour atteindre l'objectif (d'une inflation légèrement inférieure à 2%, Ndlr), nous ferons ce que nous devons pour relancer l'inflation aussi vite que possible», a promis M. Draghi lors d'un congrès bancaire à Francfort (Allemagne). La Banque centrale a déjà fait savoir fin octobre qu'elle allait réexaminer la portée de son action lors de sa prochaine réunion de politique monétaire début décembre, notamment à la lumière des nouvelles projections économiques que doivent dévoiler ses équipes. Beaucoup d'observateurs s'attendent à ce que l'institution muscle davantage son soutien à l'économie, alors que l'inflation a fait du surplús ces derniers mois. En octobre, les prix ont très légèrement augmenté, de 0,1%, soit très loin de l'objectif de la BCE d'une inflation «proche mais inférieure à 2%», définition selon elle de la stabilité des prix. «Si nous concluons que la balance des risques pour notre objectif de stabilité des prix penche vers le bas, nous agirons en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de notre mandat», a souligné M. Draghi. «Lors de notre évaluation des risques pour la stabilité des prix, nous n'ignorons pas que l'inflation est faible depuis déjà un certain temps», a-t-il ajouté. «Nous sommes confrontés à une situation où nous ne pouvons pas encore dire avec assurance que le processus de réparation économique en zone euro est achevé», a concédé l'Italien. Et si l'économie n'est pas jugée capable de renouer durablement avec la croissance, «alors il va falloir davantage de stimulation monétaire, que la BCE n'hésitera pas à fournir», a-t-il encore affirmé. Selon lui, «la question à laquelle nous faisons face n'est pas si nous avons les outils disponibles pour fournir le degré approprié de politique monétaire. Nous l'avons prouvé. La question est celle de la calibration».

R. E.

Depuis le début de la campagne à Ouargla

Près de 625 000 quintaux de dattes cueillis

■ Près de 625 000 quintaux (qx) de dattes, toutes variétés confondues, ont été cueillis à travers la wilaya de Ouargla depuis le début de la campagne de cette saison en septembre dernier, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles.

Par Hani A.

Quelque 251 122 qx de dattes de variété supérieure Deglet-Nour, 313 328 qx de Ghers et 60 141 qx d'autres variétés de dattes, ont ainsi été déjà récoltés, a précisé le chef de service de la production et du soutien technique à la DSA, Djamel Boutelala. Les prévisions de la DSA, au titre de l'actuelle campagne de cueillette qui s'achève en janvier, tablent sur la réalisation de près de 1,4 million de quintaux de dattes, toutes variétés confondues, en hausse de près de 200 000 QX par rapport à la campagne précédente. Cette hausse est expliquée par l'entrée en phase de production de 20 000 nouveaux palmiers, ainsi que par les campagnes de traitement de la richesse phœni-

cicole qui a donné lieu au traitement de 200 000 palmier -dattiers contre la maladie du Boufaroua et de près de 300 000 palmiers contre le ver du palmier (Myelois). Selon la DSA, le soutien accordé aux agriculteurs a aussi largement contribué à l'amélioration des conditions de développement de ce genre culturel, dont l'aménagement de nouveaux drains d'irrigation, le nettoyage et débroussaillage des palmeraies et l'utilisation technique et rationnelle des engrais et produits phytosanitaires. La wilaya de Ouargla compte un patrimoine phœnicole de plus de 2,5 millions de palmiers, occupant une surface de 23 300 hectares, dont plus de 2,06 millions de palmiers productifs, comptant un effectif de variétés Deglet Nour avec 1,08 million de palmiers, de Ghers



avec 851 000 palmiers, en plus de 125 000 palmiers de Degla Beida et autres variétés dattiers. La phœniciculture connaît une croissance d'une saison à une

autre, grâce aux efforts de l'Etat visant le développement de cette «importante» filière, a-t-on souligné à la DSA.

H.A./APS

Rencontre sous-régionale sur l'Année des sols

Diverses approches et expériences présentées à Chlef

La présentation d'approches et expériences de pays de la sous-région en matière de persévérance de sols de la dégradation a marqué jeudi la Rencontre sous-régionale sur l'Année internationale des sols 2015, ouverte la veille à Chlef. De nombreux facteurs sont à l'origine de la dégradation des sols, dont la sécheresse, les pluies, les changements climatiques et la déforestation, causant une déperdition de terres arables, a estimé, à ce propos, D'Ahmed Douik, chercheur à l'Institut de la recherche agricole de Rabat (Maroc). A cela s'ajoutent des facteurs humains, dont la pollution résultant de l'usage irrationnel des engrais et des produits phytosanitaires et l'extension urbanistique, aux dépens des terres agricoles, a-t-il souligné, appelé à l'institution de lois rigoureuses pour mettre un terme à la spoliation des terres fertiles. Le directeur des sols au ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources en eau et de la Pêche, Hedi Hamrouni, a, pour sa part, signalé le lancement, dans son pays, de la mise en œuvre

de stratégies de préservation des sols, au début des années 70 du siècle dernier. Ce qui a permis le traitement, jusqu'à 2011, d'une superficie d'1,2 million d'ha de terres menacées d'érosion, a-t-il dit, annonçant d'autres programmes similaires, à partir de 2017. Ce responsable a, aussi, mis l'accent sur le problème de la salinité des sols dans son pays, qui touche particulièrement les sols irrigués, dont la contribution est estimée à 40% de la production nationale agricole, d'où l'importance, a-t-il observé, de la mise au point d'une stratégie de suivi de la salinité, en vue du traitement des terres touchées, par la prise régulière d'échantillons de terre, qui sont réunies dans une banque de données, à mettre à la disposition de toutes les parties concernées. Le directeur de l'exploitation des terres, du cadastre et de la classification du sol au ministère jordanien de l'Agriculture, D'Mahmoud Farehat, a, quant à lui, souligné l'importance de tirer profit des études et recherches présentées durant cette rencontre sous-régionale, en les met-

tant dans une banque nationale de données. Il a estimé qu'une exploitation scientifique de ces données permettra un usage rationnel des ressources économiques et des plans de développement global. La Rencontre sous-régionale de deux jours, tenue sous le signe «Des sols sains pour une vie saine», est co-organisée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'université Hassiba-Ben-Bouali de Chlef. Des experts de la sous-région (Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie et Jordanie) ont pris part à cette rencontre visant à sensibiliser tant la société civile que les décideurs sur l'importance vitale du sol dans la vie de l'individu. Les thématiques développées, à l'occasion, ont été axées sur les méthodes et pratiques de préservation des sols contre la dégradation, avant l'émission de recommandations à transmettre aux parties concernées par leur mise en application.

Salim L.

Tizi-Ouzou

Une production de 2 900 qx de miel

Une production de 2 980 quintaux de miel a été réalisée dans la wilaya de Tizi-Ouzou, durant la campagne 2014/2015, selon la direction locale des services agricoles (DSA).

Cette production a été réalisée par 4 416 apiculteurs qui disposent d'un patrimoine global de 104 370 ruches pleines réparties à travers le territoire de la wilaya, précise jeudi un bilan de la DSA

qui fait état également de la production, durant la même campagne, d'un total de 45 100 essaims.

Quatre communes de la wilaya sont classées comme meilleures productrices de miel. Il s'agit d'Azazga (179,4 qx), Illoula (133,15 qx), Mekla (120 qx) et Sidi Nâamane (105 qx). Quant à la production d'essaims, les localités qui arrivent en tête sont Azazga (6 200 unités), Tizi-

Ouzou (4 500), Yakourene (2 200), Akerrou (2 046) et Tirmatine (2 000), précise-t-on. L'activité apicole a enregistré un essor ces 15 dernières années où la production de miel est passée de seulement 190 qx en 2000 à 2 980 qx cette année, soit une augmentation de 1 468%, informe la DSA qui ajoute que le nombre des ruches pleines est passé, quant à lui, de 55 000 unités en 2000 à 104 370 unités en

2015. Toutefois, et de l'avis du président de l'Association des apiculteurs professionnels du massif du Djurdjura, Salem Touati, la production de miel reste «en deçà de la demande locale». «L'avancée du béton et les feux de forêt qui réduisent l'espace mellifère de la wilaya ainsi que le dérèglement climatique influencent négativement cette production», a-t-il déploré.

N.O./Agences

Saïda Annulation d'un projet d'habitat et ouverture d'une enquête

LE WALI de Saïda a décidé, jeudi, l'annulation d'un nombre de projets d'habitat et l'ouverture d'enquêtes. Lors d'une visite d'inspection de projets d'habitat à la ville de Saïda, Djelloul Boukarabila a donné des instructions strictes pour retirer un lot de 66 logements LSP à des promoteurs n'ayant pas lancé les travaux de réalisation. Le même responsable a instruit une enquête sur 100 logements sociaux participatifs à la «Ennasr» dont la réalisation a été confiée en 2006 à l'entreprise «Souhou», pour connaître les raisons du retard dans leur achèvement. Le chef de l'exécutif a également décidé de mises en demeure pour sommer des promoteurs immobiliers de lancer les travaux de plus de 100 autres logements. En outre, le wali a insisté sur l'accélération de projets d'habitat ayant enregistré un taux d'avancement de 90%, pour les achever avant la fin de l'année en cours, tout en accordant un délai jusqu'au mois de février 2016 pour les attribuer aux souscripteurs. Le nombre de postulants aux logements participatifs (LSP) dont a bénéficié la wilaya de Saïda depuis 2010 est de 2 316 dont 1 400 seulement ont été réalisés, selon la direction de l'habitat.

F.A.

El Kala-Annaba Achèvement de l'étude technique de la future ligne ferroviaire

L'étude préalable à la construction de la future ligne ferroviaire El Kala-Annaba vient d'être finalisée, autorisant l'engagement «prochain» des travaux, a indiqué, jeudi, le directeur des transports, Zinou Sedrati. Ce responsable qui s'exprimait lors d'une conférence de presse, a précisé que cette nouvelle ligne de 100 km, dont l'étude avait été lancée en 2012, inscrite au titre des programmes sectoriels décentralisés (PSD), longera à partir de la gare d'Annaba l'aéroport Rabah-Bitât et traversera les localités de Ben M'hidi, Sidi Kaci, Ain Assel El Tarf avant d'atteindre son terminus à El Kala. M. Sedrati a rappelé, au cours de ce point de presse, que la wilaya d'El Tarf a bénéficié «d'importants autres projets à l'image d'un téléphérique à El Kala, devant être bientôt réalisé, et de la confection d'un nouveau plan de circulation pour la ville d'El Tarf». Le même responsable a également cité la réalisation de deux nouvelles gares routières, à Drea et à Bouhadjar, en attendant la réalisation de plusieurs autres à Bouteldja, Besbes, Ben M'hidi, El Kala et El Tarf.

R.R.



Libye

Le pays risque de devenir le «nouveau sanctuaire» de l'EI, avertit Tripoli

■ La Libye risque de devenir «le nouveau sanctuaire» de l'organisation de l'Etat islamique, avertit le ministre libyen des Affaires étrangères Mohamed Dayri, appelant la communauté internationale à inclure son pays dans la lutte contre le groupe extrémiste.

Par Amel F.

Dans une interview accordée à l'AFP, le chef de la diplomatie libyenne a affirmé que son gouvernement avait «des informations fiables selon lesquelles le commandement de Daech demande aux nouvelles recrues de se diriger vers la Libye, et non plus la Syrie, surtout depuis les frappes russes» qui visent le groupe depuis fin septembre. De passage à Paris, Mohamed Dayri a condamné les «effroyables opérations terroristes menées par Daech» (acronyme arabe de l'EI) qui ont fait 129 morts vendredi dans la capitale française, et averti que le groupe jihadiste renforçait sa présence dans son pays. «Nous nous associons aux appels en France et ailleurs pour une action internationale et une détermination véritable contre Daech, en Syrie et en Irak mais également en Libye, car je crains que la

Libye ne devienne dans un avenir proche le prochain sanctuaire de Daech», a averti le ministre, dont le gouvernement est reconnu par la communauté internationale. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. Deux autorités politiques se disputent le pouvoir depuis l'an dernier, l'une basée à Tripoli et l'autre, la seule reconnue internationalement, basée dans l'Est.

Le ministre a estimé que le nombre de combattants de l'EI en Libye était pour le moment «entre 4 000 et 5 000», les Tunisiens, les Soudanais et les Yéménites formant selon lui les plus gros contingents. Il s'est félicité dans ce cadre de l'opération menée par les Etats-Unis, qui ont annoncé le 14 octobre avoir pour la première fois bombardé l'EI en Libye, éliminant dans une frappe aérienne l'Irakien Abou Nabil, qu'ils ont présenté comme le chef du groupe extrémiste dans le pays.



RF : DR

Mais selon le ministre, Abou Nabil, alias Wissam Najm Abd Zayd al Zubaydi, était le chef de l'EI dans la région de Derna, capitale de la Cyrénaïque (est), et non à l'échelle du pays. «Ces frappes sont nécessaires mais pas suffisantes. La menace sur l'Europe est grande», a-t-il ajouté, soulignant les liens entre les jihadistes en Libye et ceux en Europe, de l'autre côté de la Méditerranée. Il a rappelé qu'un Marocain, qui s'était glissé parmi les milliers de migrants arrivant sur des embarcations clandestines depuis la Libye, avait été

arrêté au printemps en Italie et qu'il serait l'un des auteurs de l'attaque du musée du Bardo à Tunis (21 touristes tués en mars). En outre, le Tunisien qui a massacré le 26 juin, 38 touristes, dont 30 Britanniques, dans un hôtel de Port El Kantaoui en Tunisie avait été entraîné en Libye, a-t-il relevé. Les deux attentats ont été revendiqués par l'EI.

Percée vers le sud

M. Dayri a souligné que le groupe extrémiste contrôle déjà

la ville de Syrte (est) et est implanté dans plusieurs régions comme Derna et Benghazi (est). «Ajdabya, dans l'est, risque maintenant de devenir un nouveau fief» de l'EI, a-t-il prévenu, expliquant qu'une «série d'assassinats d'imams salafistes et d'officiers de l'armée» par l'EI semblaient préparer le terrain à une telle avancée. Interrogé sur les informations faisant état d'une éventuelle percée de l'EI vers le sud du pays, il n'a pas confirmé mais a souligné que «les liens étroits entre Boko Haram et d'autres mouvements terroristes au Sahel d'une part, et Daech de l'autre, sont déjà établis, puisque l'armée libyenne a déjà arrêté il y a un an à Benghazi des éléments de Boko Haram». «Il est à craindre que l'EI s'étende vers le sud», ce qui lui permettrait de faire la jonction avec les mouvements extrémistes des pays du Sahel, a-t-il ajouté.

Pour le chef de la diplomatie libyenne, la communauté internationale ne peut plus se permettre de réclamer une solution politique en Libye avant de passer à l'action, «compte tenu du danger croissant que pose Daech». «Il faut concevoir une stratégie à laquelle l'armée libyenne est associée, avec les concours des pays arabes et occidentaux», a-t-il affirmé.

Le nouvel émissaire de l'ONU pour la Libye, l'Allemand Martin Kobler, a pris ses fonctions mardi en affirmant sa détermination à convaincre les deux parties qui se disputent le pouvoir de former un gouvernement d'union.

A.F./APS

Réunion des pays voisins de la Libye début décembre à Alger

LE MINISTRE des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, Abdelkader Messahel, a annoncé la tenue d'une réunion des pays voisins de la Libye le 1^{er} décembre à Alger pour examiner les derniers développements du processus de règlement politique de la crise libyenne. Cette réunion, septième du genre, «se tiendra en coordination entre les pays voisins» (Tunisie, Algérie, Egypte, Soudan, Tchad, Niger et Libye) avec la participation du nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Martin Kobler, l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE) pour «examiner les derniers développements du processus onusien concernant le dossier libyen», a précisé M. Messahel sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale. Le ministre a souligné le «consensus»

autour des données émanant des précédentes réunions entre les pays voisins qui ont insisté sur la nécessité de régler la crise par les moyens pacifiques et le dialogue, de créer un gouvernement national dans le cadre du respect de l'unité et de la souveraineté de la Libye, de lutter contre le terrorisme et de coordonner les efforts en la matière. L'Algérie est «convaincue» qu'«il ne saurait y avoir d'alternative à la solution politique et au dialogue entre les différentes parties libyennes», a rappelé M. Messahel, soulignant la nécessité de «créer un gouvernement d'union nationale composé de compétences qui seront chargées d'opérer de larges réformes dans le pays et de gérer la transition». Pour le ministre, un gouvernement national parlant au nom de tous les Libyens «permettra à l'Etat de

combattre le phénomène du terrorisme qui représente un grand danger pour la sécurité et la stabilité de la Libye et des pays voisins». M. Messahel a réaffirmé «le soutien de l'Algérie aux efforts onusiens pour trouver une solution à la crise libyenne tant qu'ils s'inscrivent dans le cadre de la solution politique et sont fondés sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Libye». Le ministre a, à cet égard, réitéré l'engagement de l'Algérie à poursuivre ses efforts avec l'ONU et les pays voisins en vue du règlement de la crise libyenne, soulignant que «l'Algérie est convaincue» de la volonté des différentes parties libyennes de parvenir à une solution politique à la crise et de leur soutien total à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Etat libyen.

A.M.

Sahara occidental

La résolution onusienne «unique cadre» à même de résoudre le conflit

Le ministre maltais des Affaires étrangères, George William Vella a réitéré à Alger, le soutien de son pays à la résolution des Nations unies en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

«Notre position n'a pas changé. Nous continuerons à soutenir la résolution onusienne en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination», a affirmé M. Vella lors d'une conférence de presse. Il

s'agit pour le ministre de l'«unique cadre à même de résoudre le conflit du Sahara occidental».

«La question sahraouie est reléguée au second plan, vu la conjoncture actuelle, mais n'a jamais été oubliée», a-t-il fait remarquer, rappelant que son pays avait abrité en 2011 un Forum sur le Sahara occidental, auquel ont pris part de nombreux pays. Il a, en outre, indiqué que Malte, dont la pré-

sidente tournante de l'Union européenne (UE) lui reviendra en 2017, compte procéder à une évaluation et l'établissement d'un bilan de situation dans les territoires occupés par le Maroc depuis 1975. «Nous allons pousser si nécessaire au niveau international afin d'accélérer la mise en œuvre de la résolution onusienne pour un règlement du conflit», a-t-il ajouté.

Souhila.K

Mauritanie

Le gouvernement annonce son adhésion à la charte arabe des droits de l'Homme

LA MAURITANIE a annoncé jeudi son adhésion à la charte arabe des droits de l'Homme adoptée lors du sommet des chefs d'Etat arabes qui s'est tenu en mai 2004 à Beyrouth. Un projet de loi a été adopté par le conseil des ministres qui prévoit l'adhésion de la Mauritanie à la charte arabe des droits de l'Homme

adoptée lors du sommet des chefs d'Etat arabes, a indiqué un communiqué du conseil à l'issue de sa réunion. Entrée en vigueur en mars 2008, la charte arabe des droits de l'Homme a été adoptée par 14 pays arabes dont l'Algérie.

R.M.



Turquie

Après douze jours de combats et de couvre-feu, Silvan panse ses plaies

■ Lorsque les combats ont éclaté à Silvan au début du mois, Sahin Dönmez a fui avec sa famille, sans se retourner. «Voilà», soupire-t-il au milieu de son salon calciné, «le fruit de quarante années de labeur parti en fumée».

Par Dalil G.

Comme les Dönmez, de nombreux habitants du quartier de Mescit à Silvan, dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie, ont tout perdu ou presque lors des récents combats qui y ont opposé jeunes Kurdes et forces de sécurité turques. Pendant douze jours, les chars de l'armée et les tireurs d'élite de la police antiterroriste ont traqué les combattants de la Jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H), proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans trois quartiers de la ville, soumis par les autorités locales à un strict couvre-feu.

Le bilan est lourd. Au moins 10 personnes tuées, selon le gouvernorat de la province de Diyarbakir: un officier de l'armée, deux policiers, deux civils et cinq combattants kurdes. Dans les quartiers visés, les dégâts sont

considérables. Nedret Yakan, 35 ans, contemple la vitrine édentée de son salon de coiffure, miroirs brisés, meubles fracassés. Son estimation des dégâts ? «Vingt ans de ma vie», dit-elle, «anéantis en quelques jours».

Un peu plus loin, ses voisins fouillent les décombres de leur vie passée. Ils en extirpent un canapé ou un lave-linge miraculé et le chargent sur un camion. Destination «la paix».

Dogan Celik a eu moins de chance. L'immeuble qui abritait le restaurant, l'épicerie et l'appartement dont il était propriétaire a été dévasté par des explosifs posés, selon lui, par les partisans du PKK. «La semaine dernière, j'étais riche. Aujourd'hui, je n'ai plus rien», se lamente-t-il.

Le mur de son salon est éventré, les canapés criblés de balles et recouverts de plâtre. Sur une table basse, des douilles par poignées. «Il n'y a rien à sauver».

Depuis l'été, les armes parlent

à nouveau dans le sud-est de la Turquie. Après plus de deux ans d'un fragile cessez-le-feu, la reprise des combats a éteint les espoirs de résolution d'un conflit qui a fait plus de 40 000 morts depuis 1984. Aux traditionnelles attaques de convois militaires en zones rurales et montagneuses, les rebelles semblent cette fois privilégier le front urbain, dans l'espoir de susciter des soulèvements. Une stratégie peu payante jusqu'à présent, et qui met en danger les civils. A Silvan, les combattants du YDG-H se sont retranchés chez Sahin Dönmez, accusent ses voisins. La façade constellée d'impacts de projectiles de tous calibres et la lourde porte métallique trouée comme du gruycère témoignent de la violence des combats.

Sahin exhibe les restes d'un engin incendiaire. «C'est ça qui a déclenché (l'incendie)», dit-il. De quel camp sont venus les tirs ? «On ne sait pas», poursuit l'habitant, «mais ça a commencé à brûler quand la police est entrée dans le quartier». Derrière le désarroi de la population, largement acquise à la cause rebelle, la colère contre le gouvernement turc n'est jamais loin. Sur les murs des maisons, certains slogans sont vécus comme des provocations. «L'État est là», proclame l'un d'eux. «Ces jeunes qui érigent des barricades sont en colère à cause de la politique violente du gouvernement», a



justifié jeudi devant la presse la coprésidente du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), Figen Yüksekdağ. «Il faut reprendre le processus de paix, c'est la seule façon de résoudre le problème». Comme à Silvan, de nombreuses villes ont été le théâtre de cette nouvelle guérilla urbaine et soumise au couvre-feu. Cizre, Lice, Nusaybin, Diyarbakir... Dans le quartier de Mescit, la vie a peu à peu repris. Des ouvriers s'activent à rétablir le réseau électrique, les femmes

se pressent pour refaire le plein de vivres. Dans les rues, les blindés de la police surveillent le démantèlement des dernières barricades. «Une nouvelle maison, une nouvelle vie. On va essayer», marmonne Sahin Dönmez. Nedret, elle, a envoyé ses enfants chez des proches à Istanbul. «Si on m'aide à réparer ma boutique, je pourrais reprendre mon travail», dit-elle. «Seule, je n'y arriverai pas, je ne peux pas lui donner vingt autres années de ma vie». D. G.



Points chauds

Durcissement

Par Fouzia Mahmoudi

Hillary Clinton candidate à la primaire du parti démocrate a tenté cette semaine de tirer son épingle du jeu en se montrant bien plus offensive que Barack Obama sur l'attitude que doivent adopter les Etats-Unis vis-à-vis de l'État islamique. Car après les attentats qui ont frappé Paris la semaine dernière l'ancienne secrétaire d'État ne veut plus faire dans l'attentisme et veut mener une offensive directe et fournie contre le mouvement terroriste basé en Syrie et en Irak. Tranchant également sur ce point radicalement avec l'Administration Obama, Clinton veut travailler avec la Russie qu'elle considère comme un allié important et essentiel dans la lutte antiterroriste. «Nous devons être résolus pour unir le monde et détruire l'idéologie djihadiste radicale qui anime des organisations comme l'EI, un groupe terroriste violent, barbare, sans pitié». La candidate américaine a également insisté avec véhémence pour la formation d'une véritable coalition internationale dont les Etats-Unis seraient néanmoins les leaders. «Le monde entier doit participer à ce combat, mais nous devons le diriger», a-t-elle ainsi assuré. Elle a également fustigé l'attitude floue de la Turquie, alliée des Etats-Unis. «Ankara doit arrêter de bombardier les combattants kurdes en Syrie qui combattent l'EI, et fermer sa frontière poreuse avec la Syrie». Elle n'a pas hésité à interpeller d'autres alliés de Washington, comme l'Arabie saoudite et le Qatar, dont elle accuse certains citoyens de financer le terrorisme islamiste en sous-mains, en Irak et en Syrie. «L'Arabie saoudite, le Qatar et d'autres pays doivent arrêter les citoyens qui financent directement les organisations extrémistes», a également suggéré Hillary Clinton. Des Etats-Unis elle donne également son avis sur la coopération intra-européenne et dénonce trop d'individualisme. «Les Etats-Unis doivent travailler avec l'Europe pour améliorer immédiatement et radicalement le partage et la coordination en matière de renseignement», a poursuivi la candidate à la présidence. «Les pays européens ne s'alertent parfois pas entre eux quand ils refoulent un présumé djihadiste, ou quand un passeport est volé», a-t-elle souligné. «Trop souvent, les liens n'ont pas été faits. Je sais à quel point c'est dur, mais cela doit changer». Concernant la situation au sol en Syrie, l'ancienne secrétaire d'État n'a pas appelé au déploiement important de troupes américaines au sol, préférant demander un soutien accru pour les troupes locales ou de la région. Reste à savoir si ces propositions séduiront les électeurs américains et surtout si elles trouveront un écho favorable à la Maison-Blanche où la stratégie officielle est elle, bien plus mesurée. Mais le peuple américain fatigué des attaques de l'EI et de la crainte ravivée des attentats sur le sol US pourrait être plus enclin à supporter une plus forte implication de leur pays dans la lutte contre le mouvement terroriste.

F. M.

Australie

Un bateau de migrants intercepté et repoussé vers le large

Les autorités australiennes ont intercepté hier matin une embarcation de migrants à quelques centaines de mètres seulement de l'île australienne de Christmas, dans l'océan Indien, avant de la remorquer vers le large, selon un responsable local. L'Australie mène une politique extrêmement dure, et fustigée par les organisations de défense des droits de l'Homme vis-à-vis des migrants et des réfugiés. Tous les bateaux de migrants tentant d'atteindre l'Australie sont systématiquement refoulés. Hier à l'aube, des habitants de Christmas -territoire australien situé à 2.600 kilomètres au large de Perth- ont aperçu un bateau de pêche indonésien à 100 ou 200 mètres de Smith Point, qui marque l'entrée du port de l'île, a déclaré le président du comté de l'île Christmas, Gordon Thomson, à l'Associated Press.

«J'ai vu un patrouilleur de la marine remorquer au large le bateau indonésien», a-t-il dit. «C'est très injuste de faire cela».

Selon AAP, environ huit per-

sonnes étaient à bord de l'embarcation. Elles ont été transférées sur un bâtiment de la marine australienne une fois au large.

En déplacement à Darwin (nord), le Premier ministre australien Michael Turnbull s'est refusé à confirmer l'information, se contentant de répéter que l'exécutif avait pour principe de «ne pas commenter les opérations».

Camberra soutient que sa politique, en oeuvre depuis 2013, dissuade les passeurs et a permis de sauver des vies en évitant que les migrants ne risquent leur vie en tentant de gagner l'Australie sur des embarcations de fortune.

Les migrants qui parviennent à gagner l'Australie sont internés dans des camps sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle Guinée, sur l'île de Nauru, dans l'océan Pacifique ainsi que sur l'île Christmas, le temps que leur demande d'asile soit examinée.

«Si le gouvernement Turnbull se préoccupait vraiment de sauver des vies, il ne repousserait pas ces gens en mer, il les laisse-

rait débarquer en toute sécurité», a twitté la sénatrice écologiste Sarah Hanson-Young, fustigeant le manque de transparence de l'exécutif.

«Le gouvernement Turnbull fera-t-il preuve d'honnêteté quant à ce que ces gens vont désormais devenir?» a-t-elle interrogé.

A en croire le gouvernement, aucun bateau de migrants n'a réussi à accoster en Australie en 2015.

La dernière arrivée massive remonte à juin 2014, quand 157 réfugiés avaient été interceptés dans l'océan Indien.

Le centre de détention de l'île Christmas, où cohabitent des demandeurs d'asile et des criminels de droit commun étrangers en attente d'extradition, a été la semaine dernière le théâtre d'une violente émeute.

Celle-ci avait éclaté après la mort d'un réfugié kurde iranien qui s'était évadé du centre.

L'émeute, qui a duré deux jours, a fait 10 millions de dollars australiens (6,7 millions d'euros) de dégâts dans le centre, selon le gouvernement.

7^{es} Journées du théâtre du Sud

«Illusions emprisonnées», une immersion dans le malaise de la jeunesse

■ Le spectacle «Illusions emprisonnées», présenté jeudi soir à Alger, évoque dans un monodrame, genre théâtral joué par un seul acteur, le malaise social de la jeunesse confrontée à divers obstacles.

Par Adéla S.

Présentée au Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) dans le cadre des 7^{es} Journées du théâtre du Sud (13-20 novembre), la pièce est produite par l'Association Bouderga pour le théâtre de la wilaya d'El Bayadh et mise en scène par Gandhi Ahmed Hichem. Le spectacle, déroulé sous forme de monologue, aborde les préoccupations de la jeunesse algérienne à travers les



Ph. DR

Malgré l'usage de métaphores évocatrices qui renvoient au passé de l'Algérie sous Boumediène, Chadli ou encore à la période sanglante (décennie noire) des années 1990, le texte manque de pertinence et le message de portée.

La mise en scène, conçue avec classicisme, manque d'envergure et d'illustration et essouffle à force de vouloir en faire un sujet. Le décor statique, dont les accessoires n'illustrent point la dimension spatio-temporelle, ont réduit l'espace scénique, matérialisé par une petite pièce à allure d'une cellule (prison).

Usant d'un ton fort, le spectacle est délivré dans un langage accessible et un vocabulaire comique frôlant le burlesque.

Les 7es Journées du théâtre du Sud ont pris fin hier avec le spectacle «Femme énigme» (Tindouf) en clôture.

A. S./APS

désillusions de Boualem (incarné par le comédien Gandhi Ahmed Hichem), un universitaire au chômage qui rêve de décro-

cher un poste de travail. L'absence de dialogue, compensé par la «dualité» de Boualem, a laissé transparaître, de l'avis

d'un critique de théâtre, une rupture apparente entre le personnage et la société qu'il décrit et dénonce dans le spectacle.

La pièce de théâtre «El Yaraa» au TNA

Le conflit interne de l'écrivain engagé

La pièce de théâtre «El Yaraa» (la plume) a été présentée mercredi à Alger aux 7es Journées du théâtre du Sud dans une tentative de mise en avant de la souffrance et du conflit interne que vit l'écrivain engagé face à l'adversité de sa conscience.

Ouvert à ces journées depuis le 13 novembre, le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi a accueilli peu de spectateurs pour un spectacle de 45 mn produit par l'Association culturelle El Kalima Et Tayyiba de Biskra et mis en scène par Salim Rachedi sur un texte de Ali Baraka.

«El Yaraa» décrit les tourments d'un écrivain qui refuse de vendre son âme au diable et qui vit dans un profond marasme, cherchant désespérément l'apaisement dans un conflit interne où s'opposent la vérité et la justice au mensonge et au silence complice.

Monodrame à quatre personnages, le spectacle présente le personnage de Ammar, campé par Selim Rachedi, également comédien qui s'est fait emprisonné pour un délit d'opinion constaté dans ses

écrits. Vivant dans le cauchemar de ses souvenirs, ces derniers sont exprimés sur scène par Rabhi Belkacem, Bouafia Firas, Lefriki Salah, Djaidel Mamoun et Souti Hafida.

L'utilisation des ombres chinoises a servi à l'interprétation des éléments intemporels contenus dans l'évocation du souvenir, où l'illustration d'un rêve.

Dans une dualité entre le bien et le mal, Ammar remet en cause l'acte d'écrire car persécuté par l'adversité de ceux qui ne voudraient pas de la vérité ainsi que par le fait du manque de lecteurs.

Dans un décor nu, élément d'une scénographie signée Abdelhamid Ben Seghir, les comédiens ont évolué dans un rythme régulier, exploitant les espaces sur un texte littéraire où l'absence d'événements s'est faite ressentir. Une mélodie entonnée en temps réel dans le mode «Saba» (genre oriental aux aspects pathétiques qui inspirent la tristesse), ainsi qu'une voix en off déclamant des poésies de Nizar Kabbani, Mahmoud Darwish et Moufidi Zakaria, ont accompagné

le spectacle. Dans un spectacle en attente d'être amélioré et servant de premier jet, selon le metteur en scène, les lenteurs constatées, auxquelles s'ajoute le temps très court, ont peu été appréciés.

L'éclairage a été illustratif, suivant les nombreuses entrées et sorties des comédiens qui passaient d'une atmosphère à une autre selon les différentes situations.

Salim Rachedi, ouvert aux orientations des critiques, s'est dit «satisfait de sa prestation», dès lors qu'elle prélude un autre travail qui, selon lui, sera certainement «d'une qualité meilleure».

Huit villes du sud du pays, Tamanrasset, Ghardaïa, Adrar, Laghouat, Nâama, Biskra, El Bayed et Tindouf ainsi que le Théâtre national sahraoui, prennent part aux 7es Journées du théâtre du Sud.

Le spectacle «Illusions emprisonnées», de l'Association Bouderga pour le théâtre d'El Bayed a marqué, jeudi, l'avant-dernier soir de ces journées.

A. S.

Université d'Oran

Ouverture d'un cinéclub au département des arts dramatiques

Le département des arts dramatiques de l'université d'Oran 1 Ahmed-Benbella sera doté, en décembre prochain, d'un cinéclub, a-t-on appris jeudi du doyen du département.

Cette structure, la première du genre à l'université, sera destinée aux étudiants de diverses spécialités invités à mettre en exergue leur talent dans le domaine du septième art, a indiqué Mansouri Lakhdar.

Le programme de ce cinéclub prévoit des projections-débats autour de films et documentaires en présence de réalisateurs et de producteurs, en collaboration avec la station

d'Oran de l'Entreprise nationale de télévision ENTV, a-t-on ajouté. Des étudiants de troisième année d'études cinématographiques devront produire des films et documentaires en collaboration avec les professeurs du département d'art dramatique, en plus de l'organisation d'un séminaire international sur «Le Cinéma et citoyenneté», en avril prochain, avec le concours du laboratoire de films de guerre dans le cinéma algérien relevant du département précité, supervisé par le professeur Aïssa Ras El Ma, a-t-on annoncé. Ces activités entrent dans le cadre du programme élaboré pour l'année universitari-

re 2015-2016 par ce département qui ouvrira au mois de décembre prochain. Au programme, un colloque national sur le théâtre et ses spécialités prévu au mois de mars prochain, ainsi que la tenue d'un atelier débat sur la représentation et la mise en scène théâtrale et la production de trois œuvres théâtrales par des étudiants avec le concours d'enseignants pour participer aux manifestations nationales et internationales, a ajouté M. Mansouri. Cette année verra le retour de la rencontre «Lectures théâtrales» ayant pour objectif de faire connaître des œuvres de cet art.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Espacio España (10, rue Al-Azil, Alger-Centre)

Jusqu'au 22 novembre : Exposition-vente d'artisanat «Richesses et talents d'Algérie», une sélection des meilleurs artisans dans le domaine du tissage de tapis de Ghardaïa, des artisans de

Touggourt (ponchos, vestes...), de céramiques de la famille des Boumeïdi, de sculptures et peintures sur bois, patchwork, châles brodés et tableaux de peinture. Horaires : de 10h à 18h.

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 décembre : Exposition-vente de peinture et de photographie «Du soleil à la lune», avec Nourredine Chegrane, Farid Benyaa, Valentina Ghanem, Ferrante Ferranti, etc. les bénéficiaires seront utilisés pour acheter du matériel spécial aux enfants de la Lune souffrant du xeroderma pigmentosum et qui ne peuvent supporter le moindre rayon de soleil.

Galerie d'Art Aïcha-Haddad (84, Rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 26 novembre : Exposition de l'artiste Abdesslam Bouzar.

Galerie Baya du Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2016 : 8e Salon d'automne des arts plastiques.

Palais Ahmed-Bey de Constantine

Jusqu'au 6 décembre : Exposition de manuscrits arabes conservés aux Pays-Bas, intitulée «l'art du livre islamique».

Coup-franc direct

Ne pas s'enflammer

Par Mahfoud M.

Beaucoup pensent que l'équipe nationale est arrivée et qu'elle a atteint les cimes avec cette victoire écrasante sur la Tanzanie et qu'il faudrait donc dérouler le tapis rouge à ses joueurs qui ont réussi un véritable exploit. On dirait que la sélection nationale est déjà en phase finale du Mondial, alors que les Verts ne se sont qualifiés que pour le troisième tour et que beaucoup de travail les attend pour arriver en Russie. Ceux qui souhaitent faire de cette victoire un exploit ont en fait d'autres visées et savent que la mission ne sera pas facile. Versés dans une poule lors de la prochaine phase, les Verts trouveront, sans aucun doute, des difficultés pour disputer leur troisième mondial de suite. Toutefois, les dirigeants de la FAF et le sélectionneur tentent d'évacuer cette grosse pression qu'ils avaient sur leurs épaules et pour cela déclarent que cette victoire est très importante. Faut-il quand même se réjouir d'avoir battu une équipe classée 134^e mondial ? Les joueurs de l'EN doivent se remettre au travail dès maintenant pour tenter de s'améliorer et viser haut, et pourquoi pas penser à décrocher le titre africain tant que les moyens matériels existent.

M. M.

EN U23

Bensebaini absent, Darfalou et Chita présents



de Zineddine Ferhat poursuivent leur préparation avec un ultime stage qui débute le 21 novembre. L'équipe nationale olympique qui a disputé lundi un match amical à Tunis face à l'équipe olympique de Tunisie (0-2), se déplacera au Sénégal mercredi prochain 2015 à bord d'un vol spécial de la compagnie nationale «Air Algérie». Au premier tour de la CAN-2015, l'Algérie affrontera l'Egypte le 28 novembre 2015, le Mali le 2 décembre 2015 et le Nigeria le 5 décembre 2015. Les trois premiers du tournoi se qualifieront aux Jeux Olympiques Rio de Janeiro 2016.

Liste des 21 joueurs retenus : Salhi Abdelkadir (ASO Chlef), Methazem Oussama, (RC Arbaa), Chaal Farid (USM Harrach), Salah Nour Islam (ASO Chlef), Rebiai Miloud (ES Sétif), Abdellaoui Ayoub (USM Alger), Kenniche Ryad Kamar Eddine (ES Sétif), Cherifi Redouane (USMB Abbes), Ferhani Houari (RC Arbaa), Halamia Mohamed Reda (MC Oran), Ferhat Zineddine (USM Alger), Smahi Khalil (ASO Chlef), Gagaa Ahmed (JS Kabylie), Draoui Zakaria (CR Belouizdad), Benkhemassa Mohamed (USM Alger), Benguit Raouf (Paradou AC), Chita Oussama (MC Alger), Meziane Bentahar Abderrahmane (RC Arbaa), Haddouche Zakaria (ES Sétif), Amokrane Abdelhakim (DRB Tadjanet), Darfalou Oussama (USM Alger).

MJS

Des exposés sur les activités internationales qu'abritera notre pays présentés

LA PRÉSENTATION des exposés sur les activités sportives internationales prévues prochainement en Algérie, a été au menu de la réunion du Comité national de préparation et d'organisation des manifestations sportives internationales, tenue sous la présidence du ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, annonce jeudi un communiqué du MJS. Les exposés concernaient la 2^e édition du marathon international de la ville d'Alger (27 novembre 2015), le Grand Tour d'Algérie de cyclisme

(GTAC-2016), les championnats d'Afrique des nations de voile (4-11 décembre-2015), ainsi que les championnats arabes de jeunes et championnats arabes des clubs de judo (19-24 décembre 2015). Dans son intervention, le ministre de la Jeunesse et des Sports a exhorté l'ensemble des présents à renforcer le travail solidaire et concerté entre les différents intervenants et encouragé toutes les initiatives allant dans le sens d'œuvrer à la réussite de ces manifestations sportives internationales.

Ligue 1 Mobilis (12^e journée) Le DRBT veut se reprendre

Le dauphin de l'USMA en Ligue 1 Mobilis, le DRB Tadjanet, après son revers concédé à Oran face au MCO (2-0), tentera de se racheter lors de cette 12^e journée en accueillant le CSC dans un derby de l'Est qui s'annonce indécis et surtout très complexe, vu que les deux formations ont un besoin très pressant de points.



Les gars de Tadjanet au pied du mur

Par Mahfoud M.

L'arrivée à la barre technique du CSC de l'entraîneur franco-portugais Didier Gomez de Rosa devrait provoquer le déclic pour les Sanafirs qui restent sur une série de mauvais résultats et des contre-performances qui ne cessent d'inquiéter leurs fans qui sont pourtant réputés fidèles. Toutefois, il est à parier qu'ils trouveront encore une fois des difficultés face aux poulains de Bougherara qui ne comptent pas laisser encore filer des points à domicile et qui se donneront donc à fond pour l'emporter. Le CR Belouizdad effectuera un court déplacement à Blida pour

donner la réplique à l'USMB, qui reste invaincue depuis la 3^e journée (ndlr, à Tadjanet 2-1). Le Chabab aura fort à faire face à des Blidéens en pleine confiance, eux qui avaient failli revenir avec le gain du match lors de leur déplacement à Tizi-Ouzou (0-0). Les gars de la ville des Roses souhaitent donc confirmer ce retour en force même s'ils doivent faire très attention à cette formation du Chabab capable du meilleur comme du pire. Les «Vert et Rouge», irréguliers depuis le début de la saison, devront se méfier d'une équipe oranaise, complètement libérée après son succès face au DRBT. Les gars du Mouloudia d'Alger ont beaucoup travaillé au cours

de cette trêve avec un coach qui reste déterminé pour rendre au club algérois son lustre d'antan. Toutefois, les Hamraoua ne comptent pas se laisser faire et ne se déplaceront pas en victimes expiatoires. Les gars de Cavali savent ce qui les attend et c'est pour cela qu'ils se sont préparés en conséquence afin d'être au rendez-vous et repartir avec un résultat probant même si cela n'est pas évident.

M. M.

LE PROGRAMME :

Samedi 21 Novembre 2015 :
MCA-MCO (16h)
DRBT-CSC (15h)
USMB-CRB (15h)

Mondial 2018

Raouraoua répond à ses détracteurs

La Fédération algérienne de football (FAF) a indiqué qu'elle mobilisera tous les moyens humains, matériels et financiers pour permettre à la sélection nationale de se qualifier à la phase finale de la Coupe du Monde 2018 en Russie. «La FAF mobilisera tous les moyens humains, matériels et financiers pour atteindre cet important objectif ainsi que celui de la qualification à la CAN 2017 au Gabon», a affirmé l'instance fédérale à l'issue de la réunion de son bureau fédéral tenue au siège de la FAF sous la présidence de Mohamed Raouraoua. La sélection algérienne a validé son billet pour le troisième et dernier tour des éliminatoires du Mondial 2018 grâce à sa large victoire contre la Tanzanie (7-0) en match retour du second tour disputé au stade Mustapha-Tchaker à Blida. Au match aller, joué samedi 14 novembre à Dar Es Salam, les deux sélections avaient fait match nul (2-2). Les membres du bureau fédéral et le président de la FAF ont félicité à cette occasion les joueurs et les staffs de l'équipe nationale pour «leur brillante» qualification au troisième tour (phase des groupes) à la Coupe du monde, Russie 2018.

En revanche, le BF de la FAF n'a pas évoqué l'avenir du sélectionneur Christian Gourcuff à la barre technique des Verts. Le coach des Verts a indiqué, mardi soir à Blida, qu'il compte «prendre quelques jours» pour réfléchir à son avenir à la barre technique des Verts avant de «rencontrer le président de la Fédération» Mohamed Raouraoua pour trancher la question, l'Algérie qui avait pris part aux deux dernières Coupes du monde 2010 en Afrique du Sud et en 2014 au Brésil, sera fixée sur ses prochains adversaires du troisième tour en juin prochain, lors du tira-

ge au sort de la phase de groupes dont la première journée aura lieu le 3 octobre 2016 et la sixième et dernière journée est programmée le 6 novembre 2017. Entre la première et la dernière journée, quatre autres journées seront disputées entre le 7 novembre 2016 et le 2 octobre 2017. Cette dernière phase éliminatoire regroupera les 20 nations africaines qualifiées à l'issue du 2^e tour clôturé mardi. Cinq groupes de quatre équipes seront constitués. Le premier de chaque groupe se qualifiera pour le mondial russe en 2018.

AG extraordinaire de la FAF le 25 novembre à Sidi Moussa (Alger)

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) tiendra une assemblée générale extraordinaire le 25 novembre prochain à 10h30 au Centre technique de Sidi Moussa (Alger), selon une correspondance dans ce sens envoyée aux membres de cette assemblée. Aucune précision n'a été donnée à propos de l'ordre du jour de ce rendez-vous qui interviendra avant quelques mois de l'assemblée ordinaire de la pre-

mière instance footballistique nationale qui se tient habituellement en mars de chaque année. La FAF, sous la présidence de Mohamed Raouraoua, s'illustre depuis quelques années par une très bonne santé financière au point où le bureau fédéral, lors de sa précédente réunion en octobre 2015, avait annoncé qu'il se désistait définitivement de la subvention annuelle des pouvoirs publics de l'ordre de 35 millions de DA.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Hamid Baroudi sur le Vieux Rocher
«Caravane to... Constantine»



HAMID BAROUDI, de retour sur scène après une longue éclipse, a offert jeudi au public constantinois une soirée particulièrement chaleureuse, nostalgique aussi lorsque retentirent les premières notes de l'inoubliable «Caravane to Bagdad».

Le chanteur-compositeur qui a marqué les esprits dans les années 1980 et 1990, a revisité, sur la scène du palais de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa, un répertoire qui ne semble pas avoir pris une ride, ses succès étant toujours d'une criante actualité.

Accompagné de talentueux musiciens, l'artiste, attendu durant une bonne partie de l'après-midi par un public trépidant d'impatience, a entamé son concert avec «El Barah», en hommage, a-t-il dit, «au grand compositeur et instrumentiste de chaâbi, Mahboub Bati et au regretté Hachemi Guerouabi», sous les applaudissements nourris de l'assistance.

Sous une lumière subtilement tamisée, Hamid, occupant la totalité de l'espace scénique et réagissant avec son public, propose «Sidi», la chanson qu'il avait enregistrée en duo avec le chanteur égyptien Mohamed Mounir, reprise en chœur par l'auditoire.

La sensibilité à fleur de peau, Baroudi lance tout en émotion «Hakmet laqdar» que le public n'a pas cessé de réclamer, faisant affluer des images, rejaillir des souvenirs et transportant l'assistance dans un périple sans fin.

Il enchaîne, sous un déluge d'ovations, avec l'immortelle «Caravane to Bagdad», un méga-tube composé durant la guerre du Golfe en 1991 et qui le consacra, cette année-là, meilleur artiste en Allemagne.

«Djouala» et «Koullili ya yemma» font ensuite jaillir dans la salle du palais de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa des

concerts de youyous stridents.

En coulisses, le chanteur, faisant part à l'APS de sa joie de retrouver le public constantinois, a annoncé la sortie de son prochain album pour février 2016. L'artiste d'ethno-folk prépare également son premier long-métrage qui relatera l'influence de la musique algérienne dans le bassin méditerranéen.

La première partie de la soirée avait été animée par un groupe de jeunes talents qui ont présenté un tableau musical du patrimoine algérien.

Le jeune Noureddine Tayebi, «fruit» de l'émission télévisée Alhan oua chabab, a interprété «Khalouni» et «Mou siniya», tandis que la jeune Widad Bouzidi, de Béjaïa, a chanté «Ssendou» du grand Idir pour enchaîner ensuite avec «Ketchini rouh» de Lounis Ait Menguellet.

Fayçal Boukhtache, Malek Cheloug et la troupe Kawakib de Ténès (Chlef), avec leurs stymes propres (chaâbi, malouf et gnawi) ont séduit le public qui aura passé, d'un avis unanime, une «soirée superbe».

Des fans de Hamid Baroudi, notamment des familles constantinoises, rencontrés par l'APS, ont exprimé leur regret quant au manque de communication. Ils ont estimé que le passage de l'artiste à Constantine n'a pas été suffisamment médiatisé.

En effet, bien après le début de la soirée, le public continuait d'affluer au palais de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa.

Organisée par l'Office Riadh El Feth (OREF), sous l'égide du ministère de la Culture, la tournée de Hamid Baroudi et de son plateau artistique a fait une halte vendredi (hier soir) à Béjaïa, avant de se produire au théâtre régional d'Oran le 26 novembre prochain et à la Maison de la culture Ali-Maâchi de Tiaret le 28 novembre.

Racim C.

LE CERVEAU DES ATTENTATS DE PARIS ÉLIMINÉ



Djalou@hotmail.com

El-Kseur/Béjaïa

Deux escrocs venus d'Alger arrêtés

■ Ils se faisaient passer pour des inspecteurs du service des incendies à la direction des impôts de Béjaïa pour duper les commerçants et vendre leurs extincteurs. Mais cela n'a pas duré longtemps puisque les deux escrocs, à l'origine de cette triste entreprise, ont été mis hors d'état de nuire par la police suite à un appel passé par la victime sur le numéro vert 15-48.

Par Hocine Cherfa

«Les malfaiteurs, venus de Draria et Les Eucalyptus (Alger), ont été signalés par Z.N. 37 ans, sur le numéro vert 15-48», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. La victime, propriétaire d'un magasin d'alimentation générale dans le centre-ville d'El-Kseur, a été contrainte, sous la menace de sanctions, de déboursier la somme de 12 400 DA pour l'achat d'un extincteur auprès des deux escrocs qui se sont faits passer pour des inspecteurs du service des incendies à la direction des impôts de la wilaya de Béjaïa. Ils

ont demandé à la victime de se débarrasser de son extincteur qui, selon eux, ne répond pas aux normes et d'en acquérir un nouveau. La victime ne s'est rendue compte de l'imposture qu'une fois les escrocs partis. Elle a remarqué, après vérification, que le récépissé qui lui avait été remis ne portait pas le sceau de la direction des impôts comme avancé par les individus qui se sont présentés à elle, et qui sont déjà fichés par les services de sécurité pour des affaires judiciaires antérieures. Ils ont été interceptés par la police alors qu'ils roulaient à bord d'une voiture blanche immatriculée à Alger et dans laquelle il a été découvert 15 extincteurs. Ils

ont été auditionnés puis déferés devant le procureur de la République près le tribunal d'Amizour qui a ordonné leur détention pour vol et escroquerie. H. C.

Appelée «drogue des djihadistes» Deux tonnes de Captagon saisies en Turquie

PRÈS DE 11 millions de comprimés de Captagon ont été saisis par la police dans le sud de la Turquie près de la frontière, ont rapporté des médias hier.

La police antidrogue a mis la main sur 10,9 millions de comprimés pesant près de deux tonnes au cours de deux descentes distinctes dans la province de Hatay, frontalière de la Syrie, selon le quotidien *Hürriyet*, qui cite le ministère de l'Intérieur.

Les policiers ont saisi un premier lot de 7,3 millions de comprimés dissimulés dans 1 300 litres à huile de moteur mercredi. Produits en Syrie, ils étaient destinés aux pays du Golfe, selon *Hürriyet*.

Le second lot a été découvert le lendemain dans un dépôt, selon le quotidien.

Deux Turcs et un Syrien soupçonnés d'être des trafiquants ont été placés en garde à vue. Le Captagon est une drogue à base d'amphétamine utilisée comme stimulant.

Kamel L.

In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar

Quatorze immigrants clandestins et deux contrebandiers arrêtés

DES DÉTACHEMENTS de l'Armée nationale populaire (ANP), relevant des secteurs opérationnels d'In Guezzam et de Bordj Badji Mokhtar, ont arrêté jeudi dernier 14 immigrants clandestins et 2 contrebandiers, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP relevant des secteurs opérationnels d'In Guezzam et de Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire), dans des opérations distinctes menées hier le 19 novembre

2015, ont arrêté, quatorze immigrants clandestins et deux contrebandiers», précise la même source.

Lors de ces opérations, deux véhicules tout-terrains, une motocyclette et une quantité de carburant s'élevant à 1 030 litres destinée à la contrebande ont été saisis, ajoute le MDN.

Aussi, les éléments de la Gendarmerie nationale, relevant du secteur opérationnel d'In Amguel (6^e Région militaire), ont arrêté le 18 novembre 2015, sept contrebandiers et saisi un véhicule tout-terrain et un détecteur de métaux, conclut le communiqué. Ghani Y.